



KPMG SA
36 Rue Eugène Jacquet
59700 Marcq en Baroeul

Association Régionale du Travail Social Hauts de France

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Association Régionale du Travail Social Hauts de France
351 rue Ambroise Paré 59373 LOOS CEDEX

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
36 Rue Eugène Jacquet
59700 Marcq en Baroeul

Association Régionale du Travail Social Hauts de France

351 rue Ambroise Paré 59373 LOOS CEDEX

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'Assemblée Générale de l'Association Régionale du Travail Social Hauts de France,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Régionale du Travail Social Hauts de France relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.



Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée Générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;



- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marcq en Baroeul, le 27 mai 2025

KPMG SA

Matthieu PINERO

Associé

A C T I F		Arrêté au 31/12/2024		31/12/2023
		Durée 12 mois		12 mois
		BRUT	AMORT/PROV	NET
				NET
Actif Immobilisé				
Immobilisations Incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruits				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs		136 699,63	-104 560,18	32 139,45
Autres Immobilisations incorporelles		193 296,58	-153 126,80	40 169,78
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations Corporelles				
Terrains		877 816,99	-184 738,63	693 078,36
Constructions		14 182 557,60	-9 935 923,05	4 246 634,55
Installations techniques matériel et outillage		986 291,75	-732 880,66	253 411,09
Autres immobilisations corporelles		5 201 310,11	-4 352 406,60	848 903,51
Avances et acomptes		72 914,58		72 914,58
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations Financières				
Participations et Créances rattachées		241 509,24		241 509,24
Autres titres Immobilisés		4 573,47		4 573,47
Autres		499 123,65		499 123,65
TOTAL I		22 396 093,60	-15 463 635,92	6 932 457,68
Comptes de Liaison				
Comptes de Liaison				
TOTAL II				
Actif Circulant				
Stocks et en cours				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Avances et acomptes versés sur commandes		78 984,18		78 984,18
Créances				
Créances redevables usagers et comptes rattachés		4 658 360,04	-57 239,72	4 601 120,32
Créances reçues par legs ou donations				
Autres		2 767 855,37		2 767 855,37
Valeurs mobilières de placement				
Valeurs mobilières de placement		15 904,88		15 904,88
Instruments de trésorerie				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités				
Disponibilités		2 748 672,86		2 748 672,86
Charges constatées d'avance				
Charges constatées d'avance		91 574,49		91 574,49
TOTAL III		10 361 351,82	-57 239,72	10 304 112,10
Frais d'émission des emprunts				
Frais d'émission des emprunts				
TOTAL IV				
Prime de remboursement des emprunts				
Primes de remboursement des emprunts				
TOTAL V				
Ecart de conversion Actif				
Ecart de conversion Actif				
TOTAL GENERAL		32 757 445,42	-15 520 875,64	17 236 569,78
				17 613 571,85

P A S S I F

Arrêté au 31/12/2024

Durée 12 mois

31/12/2023

12 mois

Fonds propres**Fonds propres sans droit de reprise**

Fonds propres complémentaires

-23 221,69

-23 321,49

Fonds propres avec droit de reprise**Ecart de réévaluation****Réserves**

Réserves pour projet de l'entité

2 890 987,87

2 890 987,87

Autres réserves

2 751 105,69

2 751 105,69

Report à nouveau

Report à nouveau

2 012 483,90

1 843 712,34

dont report à nouveaux des activité sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée

Excédent ou déficit de l'exercice

Excédent ou déficit de l'exercice

-489 375,00

168 771,56

dont Excédent ou déficit de l'exercice à nouveaux des activités sociales & médico-sociales

Situation nette (sous-total)

Situation nette (sous-total)

7 141 980,77

7 631 255,97

Fonds propres consommables**Subventions d'investissement**

Subventions d'investissement

852 483,41

928 805,62

Provisions réglementées

TOTAL I

7 994 464,18

8 560 061,59

Fonds reportés et dédié:**Fonds reportés liés aux legs et donation**

Fonds reportés liés aux legs et donation

Fonds dédiés

TOTAL II

Comptes de Liaison**Comptes de Liaison**

TOTAL III

Provisions**Provisions pour risques**

248 102,80

256 015,99

Provisions pour charges

1 753 236,89

1 365 929,01

TOTAL IV

2 001 339,69

1 621 945,00

Dettes**Emprunts Obligataires et assimilés (Titres associatif)****Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit****Emprunts et dettes financières diverses**

Emprunts et dettes financières diverses

2 476 424,66

2 816 583,38

Avances et acomptes sur commandes

Avances et acomptes sur commandes

8 059,53

7 844,62

Dettes fournisseurs et comptes rattachés

Dettes fournisseurs et comptes rattachés

908 001,38

987 361,74

Dettes des legs ou donations

Dettes des legs ou donations

Dettes fiscales et sociales

Dettes fiscales et sociales

1 864 632,55

1 496 928,05

Dettes sur immobilisations, comptes rattachés**Autres dettes (d'exploitation)**

Autres dettes (d'exploitation)

837 306,93

1 256 291,31

Instruments de trésorerie

Instruments de trésorerie

Produits constatés d'avance

Produits constatés d'avance

1 146 340,86

866 556,16

TOTAL V

7 240 765,91

7 431 565,26

Ecarts de conversion Passif**Ecarts de conversion Passif**

TOTAL VI

TOTAL GENERAL

17 236 569,78

17 613 571,85

Compte de résultat

ARTS global

	Arrêté au : 31/12/2024		31/12/2023		Variation	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Produit d'exploitation						
Cotisations	1 380,00	0,01	1 040,00	0,01	340,00	32,69
Ventes de biens						
-dont ventes de biens en nature						
Ventes de services	10 739 669,70	100,00	9 822 361,23	100,00	917 308,47	9,34
-dont parrainages						
-dont ventes biens relatives aux activités soc. & médico-so						
-dont ventes prestations liées aux activités soc & médico-s						
Ventes de biens et services	10 739 669,70	100,00	9 822 361,23	100,00	917 308,47	9,34
Concours publics et subvt° exploitation						
Subventions d'exploitation	6 622 818,17	61,67	6 805 038,40	69,28	-182 220,23	-2,68
-dont contributions financières autorités tarifications						
Versements fondateurs ou consommation dotation consommptible						
. Dons manuels						
. Mécénats						
. Legs, donations et assurances-vie						
Ressources liées à la générosité du public						
Contributions financières						
Produits de tiers financeurs	6 622 818,17	61,67	6 805 038,40	69,28	-182 220,23	-2,68
Reprises/prov. & amort, transf. de charge	273 758,39	2,55	286 041,62	2,91	-12 283,23	-4,29
Utilisations des fonds dédiés						
Autres produits	18 826,56	0,18	14 156,20	0,14	4 670,36	32,99
-dont complément de rémunération TH						
-dont quote-part de résultat sur opérations en commun						
PRODUIT D'EXPLOITATION TOTAL I	17 656 452,82	164,40	16 928 637,45	172,35	727 815,37	4,30
Charges d'exploitation						
Achats de marchandises						
Variation de stocks						
Autres achats et charges externes	3 012 121,33	28,05	3 268 550,87	33,28	-256 429,54	-7,85
Impôts, taxes et versements assimilés	233 511,24	2,17	214 935,59	2,19	18 575,65	8,64
Salaires et traitements	10 095 289,30	94,00	8 883 130,40	90,44	1 212 158,90	13,65
Charges sociales	3 571 148,07	33,25	2 949 376,71	30,03	621 771,36	21,08
Dotations aux amortissements	847 522,04	7,89	827 074,40	8,42	20 447,64	2,47
Dotations aux provisions	662 019,06	6,16	555 415,07	5,65	106 603,99	19,19
Autres charges	18 058,09	0,17	32 296,58	0,33	-14 238,49	-44,09
Report en fonds dédiés						
Aides financières						
CHARGES D'EXPLOITATION TOTAL II	18 439 669,13	171,70	16 730 779,62	170,33	1 708 889,51	10,21
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	-783 216,31	-7,29	197 857,83	2,01	-981 074,14	-495,85
Produits financiers						
Produits financiers de participations						
Autres valeurs mob., créances d'actif im.	45 575,42	0,42	21 355,66	0,22	24 219,76	113,41
Autres intérêts et produits assimilés						
Reprises/provisions et transfert de char						
Différences positives de change						
Produits net/cession des V.M.P						
PRODUITS FINANCIERS TOTAL III	45 575,42	0,42	21 355,66	0,22	24 219,76	113,41
Charges financières						
Dotations amort., dépréciations et provisions						
Intérêts et charges assimilées	58 206,72	0,54	65 488,89	0,67	-7 282,17	-11,12
Différences négatives de change						
Charges nettes/cessions des V.M.P.						
CHARGES FINANCIÈRES TOTAL IV	58 206,72	0,54	65 488,89	0,67	-7 282,17	-11,12
RESULTATS FINANCIERS	-12 631,30	-0,12	-44 133,23	-0,45	31 501,93	-71,38
RESULTATS COURANTS AVANT IMPÔTS	-795 847,61	-7,41	153 724,60	1,57	-949 572,21	-617,71
Produits exceptionnels						
Sur opération de gestion	163 747,08	1,52	170 912,82	1,74	-7 165,74	-4,19
Sur opération en capital	387 149,63	3,60	170 571,36	1,74	216 578,27	126,97
Reprises/provisions et transfert de char						
PRODUITS EXCEPTIONNELS TOTAL V	550 896,71	5,13	341 484,18	3,48	209 412,53	61,32
Charges exceptionnelles						
Sur opération de gestion	230 885,40	2,15	321 871,22	3,28	-90 985,82	-28,27
Sur opération en capital	3 125,70	0,03			3 125,70	
Dotation aux amortissements et aux prov.						
CHARGES EXCEPTIONNELLES TOTAL VI	234 011,10	2,18	321 871,22	3,28	-87 860,12	-27,30
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	316 885,61	2,95	19 612,96	0,20	297 272,65	1 515,69

Compte de résultat

ARTS global

Arrêté au :		31/12/2024		31/12/2023		Variation	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	
Participation des salariés							
PARTICIPATION DES SALARIÉS TOTAL VII							
Impôts sur les bénéfices	10 413,00	0,10	4 566,00	0,05	5 847,00	128,06	
TOTAL VIII	10 413,00	0,10	4 566,00	0,05	5 847,00	128,06	
PRODUITS	18 252 924,95	169,96	17 291 477,29	176,04	961 447,66	5,56	
CHARGES	18 742 299,95	174,51	17 122 705,73	174,32	1 619 594,22	9,46	
Total XI							
Eng.à réaliser sur ressources affectés							
Rep. ress non utilisées Exe antérieurs							
TOTAL XI							
EXCÉDENT OU DÉFICIT	-489 375,00	-4,56	168 771,56	1,72	-658 146,56	-389,96	
dont excédent ou déficit activités sous gestion contrôlée							

Compte de résultat

ARTS global

Arrêté au :		31/12/2024		31/12/2023		Variation	
		Montant	%	Montant	%	Montant	%
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE							
Contributions Produits							
Dons en nature							
Prestation en nature							
Bénévolat							
CONTRIBUTIONS PRODUITS							
Contributions Charges							
Secours en nature							
Mises à disposition gratuite de biens et services							
Prestations en nature							
Personnel bénévole							
CONTRIBUTIONS CHARGES							

Association ARTS Hauts-de- France

***Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le
31/12/2024***

Table des matières

1	Objet social	3
2	Nature et périmètre des activités ou missions sociales	
	réalisées	4
3	Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture	5
3.1	Faits caractéristiques de l'exercice	5
3.2	Faits caractéristiques postérieurs à la clôture	5
4	Principes et méthodes comptables	6
4.1	Principes généraux	6
4.1.1	Changement de méthode comptable	6
4.1.2	Changements d'estimation	6
4.1.3	Corrections d'erreurs	6
4.2	Dérogations	6
4.3	Principales méthodes comptables	6
5	Informations relatives aux postes du bilan	7
5.1	Actif immobilisé	7
5.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	7
5.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	8
5.1.3	Modalités d'amortissements	8
5.1.4	Informations relatives aux filiales et participations	8
5.2	Actif circulant	9
5.2.1	Créances, dont reçues par legs ou donations / dépréciations	9
5.3	Tableau des dépréciations de l'Actif	9
5.4	Fonds propres	10
5.4.1	Tableau de variation des Fonds propres	10
5.4.2	L'excédent ou déficit de l'exercice	10
5.4.3	Subventions d'investissement	10
5.5	Provision pour risques et charges	11
5.6	État des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des sûretés réelles, à la clôture de l'exercice	12
6	Informations relatives au Compte de résultat	13
6.1	Produits du compte de résultat	13
6.1.1	Ventes de biens et de services	13
6.1.2	Subventions d'exploitation	13

6.2	Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat	13
6.2.1	Produits à recevoir	13
6.2.2	Charges à payer	14
6.2.3	Charges et produits exceptionnels	14
6.2.4	Honoraires des commissaires aux comptes	14
7	Informations relatives à la fiscalité	15
8	Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants	16
9	Informations relatives à l'effectif	17
10	Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan	18

1 Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

L'ARTS a pour objet :

- D'assurer la gestion de l'IRTS Hauts-de-France et de tout établissement, organisme ou service à venir, concourant à son objet ;
- D'exercer les missions prévues par la réglementation applicable aux IRTS ;

Pour les secteurs de l'action sociale, sanitaire, médico-sociale et du monde de l'Entreprise :

- De conduire les actions d'étude, de recherche, de conseil et d'assistance ;
- De participer à l'animation, à l'information, à la formation initiale et permanente des milieux professionnels régionaux ;
- De développer, éventuellement, des prestations d'assistance technique aux établissements et services ;
- De promouvoir toute action intéressant le développement et l'évolution du travail social, sanitaire et médico-social, et de lutte contre les exclusions ;
- D'exercer toute mission en matière d'action sociale, sanitaire et médico-sociale, et plus précisément concernant les évaluations externes et internes des établissements sociaux et médico-sociaux, leur recrutement, la prévention de leurs risques psycho-sociaux, leur supervision et d'exercer toutes formes d'audit,

D'une manière générale, elle a pour but exclusif l'assistance et la bienfaisance.

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

- Formation aux métiers du social des diplômés de niveau 3 à 7 :
 - ✓ Prépa aux métiers du social
 - ✓ Prépa OASIS (Personnes en situation de handicap)
 - ✓ Diplôme d'Etat d'Educateur Spécialisé
 - ✓ Diplôme d'Etat d'Educateur Technique Spécialisé
 - ✓ Diplôme d'Etat d'Assistant de Service Social
 - ✓ Diplôme d'Etat de Médiateur Familial
 - ✓ Titre homologué de Conseiller en Insertion Professionnelle
 - ✓ Diplôme d'Etat de Conseiller en Economie Sociale Familiale
 - ✓ Diplôme d'Etat de Technicien de l'Intervention Sociale et Familiale
 - ✓ Diplôme d'Etat de Moniteur Educateur
 - ✓ Titre de Moniteur d'Atelier
 - ✓ Diplôme d'Etat d'Accompagnant Educatif et Social
 - ✓ Diplôme d'Etat d'Assistant Familial
 - ✓ Certificat d'Aptitude aux Fonctions d'Encadrement et de Responsable d'Unité d'Intervention Sociale
 - ✓ Certificat d'Aptitude aux Fonctions de Directeur d'Etablissement ou de service d'intervention Sociale
 - ✓ Diplôme d'Etat d'Ingénierie Sociale (Insertion sociale et lutte contre les exclusions)
- Formations continues aux métiers du travail social et médico-social
- Groupe d'analyse de pratique - supervision
- Accompagnement à la VAE
- Formations qualifiantes :
 - ✓ Assistant de Soins en Gériatrie
 - ✓ Délégué aux prestations familiales
 - ✓ Certificat National d'Intervention en Autisme
 - ✓ Maître d'apprentissage
 - ✓ Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs
 - ✓ Tuteur
 - ✓ Assistant De Vie aux Familles (ADVF)
- Communication numérique et formation à distance à travers la marque Challenge Hauts-de-France :
 - ✓ Formations Formation Ouverte et A Distance (FOAD)
 - ✓ Création de capsules numériques
 - ✓ Plateforme LMS (Learning Management System)
- « Visites à domiciles » des assistantes maternelles

Le périmètre de ces activités listées ci-dessus a été réalisée dans les Hauts-de-France sur les 5 sites de notre entité :

- ✓ Site Métropole Lilloise
- ✓ Site Artois
- ✓ Site Hainaut Cambrésis
- ✓ Site Côte d'Opale
- ✓ Site Grand Littoral

3 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

3.1 Faits caractéristiques de l'exercice

L'exercice a été caractérisé par les faits d'importance significative suivants :

- L'agrément de l'accord du 4 juin 2024 sur l'extension et à son extension par arrêté en date du 5 août 2024 confirme la mise en œuvre de la mesure de généralisation du Ségur pour les professionnels qui n'en avaient pas bénéficié au sein des structures relevant du champ de la branche des activités sanitaires, sociales et médico-sociales privée à but non lucratif (BASS).

A ce titre, les salariés de l'ARTS bénéficient à compter du 1^{er} janvier 2024 d'une prime Ségur à hauteur de 238 € brut par mois. L'octroi de cette prime impacte les charges de l'ARTS sur l'exercice 2024 à hauteur de 806 K€ (brut et charges sociales incluses).

- Une provision pour risque de perte de subvention de 190 K€ liée aux abandons de formation des étudiants.
- Vente au profit de l'association ADAMSS, d'un bâtiment à hauteur de 190 K€.

3.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice.

4 Principes et méthodes comptables

4.1 Principes généraux

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020. Il peut être appliqué par anticipation pour l'exercice en cours à sa date de publication (le 30/12/2018).

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

4.1.1 *Changement de méthode comptable*

Notre entité n'a constaté aucun changement de méthode comptable.

4.1.2 *Changements d'estimation*

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

4.1.3 *Corrections d'erreurs*

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative.

4.2 Dérogations

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

4.3 Principales méthodes comptables

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes qualifiées ainsi par le règlement 2014-03 :

- le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1.

5 Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

5.1 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'ARTS, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'ARTS sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 5.1.2.3.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.

L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles. Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat sauf celles sur le fonds commercial qui ne sont jamais reprises.

5.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Actif immobilisé (brut)				
Immobilisations incorporelles	329 996			329 996
Immobilisations corporelles	20 788 965	462 138	3 126	21 247 976
Immobilisations en cours		72 915		72 915
Immobilisations financières	746 725	31 209	32 727	745 206
TOTAL	21 865 686	566 261	35 853	22 396 094

5.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Actif immobilisé (amortissements)	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	231 247	26 440		257 687
Immobilisations corporelles	14 107 549	821 082		14 928 631
Immobilisations en cours	-			-
Immobilisations financières	-			-
TOTAL	14 338 796	847 522	-	15 186 318

5.1.3 Modalités d'amortissements

Détail des immobilisations et amortissements d'actif en fin de période :

Nature du bien immobilisé	Montant Brut	Amortissements et dépréciations	Valeur Nette	Durée d'amortiss. pratiqué
Brevets, licences	136 700	104 560	32 139	3 ans
Logiciels	49 834	49 762	72	1 an
Autres immos corporelles	143 463	103 365	40 098	
Total immobilisations incorporelles	329 996	257 687	72 309	
Terrains	675 166	-	675 166	non amortissable
Agencement des terrains	202 651	184 739	17 912	49 ans
Constructions sur sol propre	5 931 636	3 774 277	2 157 359	49 ans
Agencement, aménag. des constructions	8 250 921	6 161 646	2 089 276	20 ans et dépréciation
Construction sur sol d'autrui	-	-	-	25 ans
Matériels outillage	246 008	236 739	9 269	5 ans
Instal techn.mat et out.	740 283	496 142	244 142	de 5 à 10 ans
Autres immos corpor	129 571	108 235	21 336	10 ans
Matériel transport	5 471	5 471	0	5 ans
Matériel de bureau	851 257	783 923	67 335	5 ans
Matériel informatique	1 808 266	1 477 383	330 883	6 ans
Matériel audio visuel	775 187	574 828	200 359	6 ans
Matériel pédagogique	199 264	172 801	26 463	5 ans
Mobilier	1 261 312	1 133 045	128 266	de 3 à 10 ans
Mobilier pédagogique	170 983	96 722	74 262	10 ans
Immo travaux en cours	72 915		72 915	non amortissable
Total immobilisations corporelles	21 320 891	15 205 949	6 114 942	
Autres immob financières	745 206		745 206	non amortissable
TOTAL	22 396 094	15 463 636	6 932 459	

5.1.4 Informations relatives aux filiales et participations

	capital social	participation	% détenu	avance octroyée
SCI Immo Santé	457 300	4 573	1	
SCI La Happe qui Peut	243 918	241 479	99	

	Capitaux propres à la dernière clôture	Quote part de capitaux propres détenus	Dépréciation
SCI Immo Santé	Non communiqué		
SCI La Happe qui Peut	1 054 590	1 044 044	0

5.2 **Actif circulant**

5.2.1 *Créances, dont reçues par legs ou donations / dépréciations*

5.2.1.1 Dépréciations

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale.

Provisions pour dépréciation d'actif : elles sont constituées pour tenir compte des risques d'irrecouvrabilité relatifs à l'actif existant à la date de clôture des comptes.

Méthode d'évaluation des créances douteuses depuis l'exercice 2007 : une provision est constituée à 100 % du montant des factures non payées au 31/12/N-1, plus 50 % des factures du 1er semestre de l'année en cours non payées, moins les factures qui seront, conventionnellement, payées après la fin de la formation.

La base de la dépréciation tient compte des règlements postérieurs à la clôture.

5.2.1.2 Charges constatées d'avance et écart de conversion actif

Les charges constatées d'avance sont composées de charges ordinaires pour un montant de 91 574 € dont la répercussion sur le résultat est reportée à l'exercice.

Charges constatées d'avance	Montant
Achats et fournitures	-
Services extérieurs (Loyers et Abonnements)	10 311
Autres services extérieurs	81 264
TOTAL	91 574

5.3 **Tableau des dépréciations de l'Actif**

Rubriques	Dépréciations au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprise de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	-			-
Immobilisations corporelles	277 318			277 318
Stocks	-			-
Créances	47 045	46 304	36 109	57 240
Immobilisations financières	-			-
Total	324 362	46 304	36 109	334 557

Précisions pour le poste immobilisations corporelles :

En prévision des travaux futurs à réaliser sur la toiture du site Métropole Lilloise, l'ARTS avait décidé de déprécier la valeur nette comptable des travaux de même nature réalisés en 2007 et 2008 à hauteur d'un tiers par an.

5.4 Fonds propres

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

5.4.1 Tableau de variation des Fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation résultat	Résultat de l'exercice	Augmentation	Diminution	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	- 23 321			100		- 23 221
Fonds propres avec droit de reprise	-					-
Ecart de réévaluation	-					-
Réserves	5 642 093					5 642 093
Report à nouveau (1)	1 843 712	168 772				2 012 484
Excédent ou déficit de l'exercice	168 772	-	- 489 375			- 489 375
Situation nette	7 631 256	-	- 489 375	100	-	7 141 981
Fonds propres consommables	-					-
Subventions d'investissement	928 806			120 067	196 389	852 484
Provisions réglementées	0					0
TOTAL	8 560 062	-	- 489 375	120 167	196 389	7 994 465

5.4.1.1 Fonds propres sans droit de reprise

Les fonds propres sans droit de reprise correspondent à la mise à disposition définitive d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité. Ils sont la contrepartie de biens ou de fonds qui ne peuvent être repris ni par leurs apporteurs, ni par les membres de l'entité. Ce n'est le cas échéant qu'à la liquidation de l'entité qu'ils feront l'objet d'un traitement spécifique (l'apport à une autre entité ayant le même objet le plus fréquemment).

5.4.1.2 Tableau de variation des fonds propres avec droits de reprise

Absence de fonds propres avec droits de reprise.

5.4.2 L'excédent ou déficit de l'exercice

Le résultat ne peut être attribué aux membres ou aux fondateurs.

5.4.3 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

A compter de la première application du règlement 2018-06 les subventions d'investissement sont soit reprises au compte de résultat exceptionnel au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribué à financer, que l'actif soit un bien renouvelable par l'association ou non, soit comptabilisées immédiatement en produit exceptionnel à la date d'octroi de la subvention.

Notre entité a choisi de reprendre dans le résultat au rythme de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés, la subvention d'investissement comptabilisée en fonds propres lors de son octroi, seul le montant net de la subvention étant présentée au bilan.

5.5 *Provision pour risques et charges*

Rubriques	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprise de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Provision pour charges	1 365 929	414 176	26 868	1 753 237
Provision pour risques	51 561	11 471	4 997	58 035
Autres provision pour risques	204 455	190 068	204 455	190 068
Total	1 621 946	615 715	236 321	2 001 340

La provision pour risque correspond à un risque social engagé à la clôture.

La provision pour charges correspond aux engagements de retraite.

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	Total
Indemnités de départ en retraite	1 753 237		1 753 237

L'ARTS provisionne (non déductible) ses engagements relatifs aux régimes suivants dont les principales caractéristiques pour notre entité sont précisées ci-après :

La provision pour charges de départ en retraite est calculée pour l'ensemble des salariés permanents selon la méthode des unités de crédits projetées avec les hypothèses suivantes :

- Départ à 60 - 64 ans départ à taux plein (contre 65 - 67 ans en 2023),
- Evolution des salaires : +3% (contre 2% en 2023)
- Taux d'actualisation : 3.10% (identique à 2023) pour limiter l'impact des variations de taux sur le calcul de la provision IDR.
- Table de mortalité INSEE 2024 (utilisation de la table INSEE 2022 en 2023)
- Prise en compte de l'ancienneté dans le secteur y compris chez des précédents employeurs,
- Application d'une table de turn-over métiers : enseignement, santé et social,
- Taux moyen des charges sociales et fiscales 35% pour les non cadres (contre 30% en 2023) et 45% pour les cadres.

5.6 État des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des sûretés réelles, à la clôture de l'exercice

Etat des dettes (b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à 1 an au plus	Échéance à plus 1 an et 5 ans au plus	Échéance à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (2)(3)				
Autres emprunts obligataires (2)(3)				
Emprunts (2) (3) et dettes auprès des établissements de crédit (3) dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	2 476 425	347 602	2 128 823	
Emprunts et dettes financières divers (2) (3)				
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	908 001	908 001		
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	1 864 633	1 864 633		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés				
Autres dettes (3)	837 307	837 307		
Produits constatés d'avance	1 146 341	1 146 341		
TOTAL	7 232 706	5 103 883	2 128 823	-
(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	340 159			
(3) Dont dettes garanties par des sûretés réelles :				
Emprunts et dettes auprès des organismes de crédit				
CAISSE D'EPARGNE	2 179 518			
CREDIT MUTUEL	296 907			

Etat des créances (a)	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à 1 an au plus	Échéance à plus 1 an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) Autres	473 857		473 857
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	4 658 360	4 658 360	
Créances reçues par legs ou donations			
Autres	2 767 855	2 767 855	
Charges constatées d'avance	91 574	91 574	
TOTAL	7 991 647	7 517 790	473 857
(1) Prêts accordés en cours d'exercice	31 209		
Prêts récupérés en cours d'exercice			

a) Non compris les avances et acomptes versés sur commandes en cours

b) Non compris les avances et acomptes reçus sur commandes en cours

Les emprunts souscrits à la Caisse d'Epargne sont garantis par la Compagnie Européenne de Garanties et Cautions.

Les autres emprunts sont garantis par des engagements hypothécaires.

Les produits constatés d'avance s'élèvent à 1 146 341 € au 31/12/2024. Ils ne sont composés que de produits ordinaires d'exploitation dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

Produits constatés d'avance	Montant
Produits constatés d'avance sur formations	182 454
Produits constatés d'avance PRF	2 814
Produits constatés d'avance sur subventions	961 073
TOTAL	1 146 341

6 Informations relatives au Compte de résultat

6.1 Produits du compte de résultat

6.1.1 Ventes de biens et de services

Les ventes de biens et services peuvent être ainsi détaillées :

Nature du chiffre d'affaires	2024		2023	
	Montant	%	Montant	%
Produits de formations initiales	5 518 132	51%	5 668 446	58%
Produits de formations continues	1 392 923	13%	1 002 999	10%
Missions	1 488 337	14%	1 422 123	14%
Challenges	620 040	6%	201 590	2%
Visites d'agrément	1 553 215	14%	1 350 813	14%
Autres produits	167 022	2%	176 389	2%
TOTAL	10 739 670	100%	9 822 361	100%

6.1.2 Subventions d'exploitation

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Poste	2024	2023
Subvention de fonctionnement Conseil Régional	5 740 279	5 744 731
Subventions autres	882 539	1 060 307
Subvention exceptionnelle		
TOTAL	6 622 818	6 805 038

6.2 Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat

6.2.1 Produits à recevoir

Produits à recevoir sur clients et comptes rattachés	Montant
Clients factures à établir	2 812 208
TOTAL	2 812 208

Produits à recevoir sur formations	Montant
Produits à recevoir PRF	45 107
Produits à recevoir solde subvention du Conseil Régional Hauts-de-France	1 592 889
Autres produits de subventions à recevoir	781 066
TOTAL	2 419 062

Produits à recevoir sur subventions d'investissement	Montant
Produits à recevoir sur subventions d'investissement	272 513
TOTAL	272 513

6.2.2 Charges à payer

Dettes fournisseurs et comptes rattachés	Montant
Fournisseurs Factures non parvenues	338 894
Clients Avoir à émettre	8 060
Autres dettes	-
TOTAL	346 954

Dettes fiscales et sociales	Montant
Congés payés (charges sociales et fiscales incluses)	1 200 808
Autres dettes	-
TOTAL	1 200 808

6.2.3 Charges et produits exceptionnels

Charges exceptionnelles	234 011
Dont charges sur exercices antérieurs	216 401
Dont autres charges exceptionnelles	17 610
Produits exceptionnels	550 897
Dont quote-part de subvention d'investissement inscrites au compte de résultat	197 150
Dont régularisation des comptes clients	4 808
Dont produit des cessions d'éléments d'actifs	190 000
Dont autres produits exceptionnels	8 521
Dont produits sur exercices antérieurs	150 418

6.2.4 Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires du Commissaire aux comptes pour l'exercice s'élèvent à 25 500 € HT.

7 Informations relatives à la fiscalité

L'ARTS applique depuis le 1^{er} janvier 2020 la mise en place d'un secteur distinct d'activité soumis aux impôts commerciaux.

Compte-tenu des activités entrant dans le champ d'application de l'impôt sur les sociétés, notre entité n'est pas soumise à l'impôt sur les sociétés.

8 Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants

Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...) :

Le montant total des « rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature » s'est élevé à 239 577 € en 2024.

9 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié 2024 de l'ARTS se décompose ainsi, par catégorie :

CDI Nbre au 31/12	SECON LE STATUT EN NOMBRE DE PERSONNES SOUS CDI													
	CADRE	CADRE	TAM	TAM	EMPLOYE	EMPLOYE	OUVRIER	OUVRIER	TOT NON CADRE	TOT NON CADRE	TOUT CONFONDU	TOUT CONFONDU	TOUT CONFONDU	
Sites Administratifs*	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H et F	
CÔTE D'OPALE	2	7	0	4	0	0	0	0	0	4	2	11	13	
ARTOIS	5	13	0	6	0	2	1	0	1	8	6	21	27	
GRAND LITTORAL	3	11	0	7	0	1	0	0	0	8	3	19	22	
HAINAUT CAMBRESIS	3	20	0	7	0	0	1	0	1	7	4	27	31	
METROPOLE LILLOISE	6	28	1	11	0	2	1	0	2	13	8	41	49	
CHALLENGES	3	2	3	2	0	0	0	0	3	2	6	4	10	
FSE	0	1	0	2	0	0	0	0	0	2	0	3	3	
FCM AO	0	9	0	9	0	0	0	0	0	9	0	18	18	
SERVICES TRANSVERSAUX	8	12	2	6	0	1	0	0	2	7	10	19	29	
	30	103	6	54	0	6	3	0	9	60	39	163	202	

CDD (hors IO) Nbre au 31/12	SECON LE STATUT EN NOMBRE DE PERSONNES SOUS CDD													
	CADRE	CADRE	TAM	TAM	EMPLOYE	EMPLOYE	OUVRIER	OUVRIER	TOT NON CADRE	TOT NON CADRE	TOUT CONFONDU	TOUT CONFONDU	TOUT CONFONDU	
Sites Administratifs*	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H et F	
CÔTE D'OPALE	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	
ARTOIS	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	
GRAND LITTORAL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
HAINAUT CAMBRESIS	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	
METROPOLE LILLOISE	0	1	0	1	0	0	0	0	0	1	0	2	2	
CHALLENGES	0	0	3	5	0	0	0	0	3	5	3	5	8	
FSE	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	
FCM AO	0	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5	5	
SERVICES TRANSVERSAUX	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	
	0	11	3	6	0	0	0	0	3	6	3	17	20	

L'effectif moyen « Intervenants Occasionnels » 2024 de l'ARTS (hors prestataires de Service) se décompose ainsi :

Etablissement	ETP IO
METROPOLE LILLOISE	11,60
ARTOIS	4,25
GRAND LITTORAL	3,27
HAINAUT CAMBRESIS	3,55
CÔTE D'OPALE	3,86
ARTS	26,54

Pour mémoire 1 ETP IO correspond à un volume de 1116 heures travaillées.

10 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

Engagements financiers donnés et reçus :

Nature d'engagements	Donnés	Reçus
Engagements assortis de sûretés réelles	Emprunt Caisse d'Epargne et Crédit mutuel (précisions en 5.6)	